

Communiqué du CPIH 65

C'est avec une grande tristesse que nous avons appris la fermeture de l'hostellerie d'Asté. Cette institution hôtelière du département reprise en 2009 par Mr et Mme OLAÏZOLA se voit contrainte de fermer ses portes.

En effet la fréquentation touristique à la baisse ces dernières années, l'augmentation des charges et de la TVA ont plombé la trésorerie de cette entreprise.

Voilà plus de 10 ans que nous perdons un établissement par an !!! Cette année un petit record 3 !!! En espérant que l'hémorragie cesse !!! J'en doute vu les dossiers qui arrivent au tribunal !

Bagnères se vide !!! Se meurt !!! La vallée est elle aussi touchée ?

Voilà quelques années que nos établissements sont asphyxiés par toutes les charges et taxes, obligations de mises aux normes sécuritaires, accessibilité handicapés et autres nouvelles normes de classement hôtelier !!!

Il se meurt tout de même plus de gens sur les routes que sur nos chemins tables !
Cherchons la cause de la cause !!!

Le Haut Adour semble être le parent pauvre de notre département puisqu'il est aujourd'hui le quatrième pôle de fréquentation des Hautes Pyrénées.

Les élus locaux, départementaux et régionaux ont, semble-t-il, oublié à quel point le tourisme est le vecteur premier de notre territoire. Un attrait incontournable pour la mise en valeur de notre patrimoine local (artisanat, commerce).

Par manque d'intérêts, nos élus condamnent des entreprises et les emplois qui en découlent. Ce sont ces emplois qui font la richesse d'un territoire et non les emplois des entreprises qui délocalisent à tout va.

Que restera-t-il de l'hôtellerie familiale dans 50 ans ?
Doit-on laisser la place à la mondialisation hôtelière quitte à se retrouver dans le même hôtel de Bagnères de Bigorre à New York.

C'est un pan patrimonial qui disparaît petit à petit, une désertification de notre territoire et sans contexte la fin d'une époque.

Souhaitez vous Mrs les élus voir disparaître le travail de toutes ces générations qui ont fait les beaux jours de notre terroir.

Le tourisme local ne propose plus aucune nouveauté et plus aucun attrait pour les nouveaux consommateurs.

La saison d'hiver raccourcit par manque de pouvoir d'achat ;

L'augmentation des taxes et charges locales pèsent très lourd sur la trésorerie de nos entreprises. Mais à quoi servent ces charges ?

Encore plus d'élus dus à ce millefeuille administratif.

Communautés de communes, communauté de pays, agglomérations regroupées etc. sans parler des syndicats de gestion des eaux etc....

C'est encore avec cette mise en place administrative plus de gestion de personnel et plus de besoin !

Nous ne voulons pas devenir les parents pauvres d'un territoire, mais nous voulons travailler et gagner notre vie par le fruit de notre engagement.

Nos entreprises familiales, les TPE, les PME sont asphyxiées par le manque de trésorerie du à l'augmentation incontrôlable des charges.

Les charges du RSI sont de 54% sur le bénéfice des entreprises.

Sur 20 000 euros de bénéfice pour une entreprise c'est 10800 euros de charges prélevés.

Peut on vivre aujourd'hui avec 9200 EUR sur un an soit 766 euros par mois lorsque l'on travaille 12 h par jour. Est ce cela récompenser la France qui se lève tôt et qui se couche tard ?

L'URSSAF, les charges sur les salaires, les matières premières, les fournitures, eau, gaz, électricité tout augmente trois fois plus vite que nos tarifs.

Le pris moyen d'un menu est à 13 euros aujourd'hui, soit 85 francs quand celui-ci était vendu 70 francs il y a 15 ans.

C'est ça que vous appelez s'en mettre plein les poches quand les charges, elles, ont augmenté de 70 % en 20 ans.

Nous n'avons pas comme certains élus une phobie administrative. Nous payons sans rechigner mais aujourd'hui la coupe est pleine.

Si demain les élus ne prennent pas conscience du désarroi de nos entrepreneurs ce sont des milliers d'entreprises indépendantes qui fermeront leurs portes sur notre territoire français.

Le tourisme est aujourd'hui l'un des premiers secteurs d'activité du pays et représente plus de 7 % de notre richesse nationale. On estime à plus d'un million le nombre d'emplois directs associé au tourisme et à 1,5 million celui d'emplois indirects.

Le tourisme attirant chaque année des millions de visiteurs sans effort apparent et face à une concurrence supposée faible, n'a jamais contraint les pouvoirs publics à poursuivre une politique touristique claire et volontariste ni les acteurs à s'organiser en une véritable filière semblable à celle d'une industrie de pointe.

Or, la France perd aujourd'hui des parts de marché face à d'autres pays qui, privés d'atouts aussi naturels que les siens, se sont préoccupés de structurer des offres touristiques attractives et compétitives. En quelques années, la France a été reléguée au 7e rang en termes de « Compétitivité touristique ». Par ailleurs, le tourisme connaît aujourd'hui des mutations profondes du fait du numérique qui vient bouleverser l'organisation traditionnelle de la chaîne de valeur du secteur, obligeant les acteurs traditionnels à repenser leur positionnement et leur stratégie.

Voilà notre révolte aujourd'hui Mrs les élus.

Si demain vous ne faites rien pour sauvegarder vos entreprises c'est un tout un pan de notre économie locale qui s'écroulera.

Sauvegarder les entreprises du secteur c'est sauvegarder les emplois et la richesse territoriale.

Anatole France au début du 20ème siècle écrivait un jour « je pardonne à la République de gouverner mal car elle gouverne peu »;

Cent ans plus tard nous ne pardonnons pas aux bureaucrates et aux gens des gouvernements successifs, d'ignorer l'importance du tourisme, du commerce et de l'artisanat au détriment de

l'enrichissement des investisseurs et autres spécialistes de la délocalisation d'entreprises et d'emplois.

Jean Marc METAIRON,
Président de Bagnères de Bigorre et Haut Adour